

La Chine et l'Extrême-Orient : tradition impériale et intérêt national

Gérard Hervouet

Volume 6, numéro 4, 1975

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/700605ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/700605ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Institut québécois des hautes études internationales

ISSN

0014-2123 (imprimé)

1703-7891 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer cet article

Hervouet, G. (1975). La Chine et l'Extrême-Orient : tradition impériale et intérêt national. *Études internationales*, 6(4), 462–477. <https://doi.org/10.7202/700605ar>

LA CHINE ET L'EXTRÊME-ORIENT : TRADITION IMPÉRIALE ET INTÉRÊT NATIONAL

Gérard HERVOUET *

Au printemps de cette année 1975, le Cambodge et le Sud-Viêt-nam s'écroulaient dans le fracas des armes. L'équilibre préexistant dans la région était dès lors rompu. Chaque État se doit désormais de réajuster sa politique en fonction d'un devenir encore flou. Les événements intervenus depuis ont montré que toute cette partie du monde semblait inexorablement attirée par la Chine. Pour l'observateur pressé et quelque peu familier de l'histoire de ce pays, il n'y a qu'un pas à franchir pour conclure qu'il se redessine dans cette région un nouveau système tributaire. L'attitude nouvelle des États de l'Extrême-Orient incite à le croire, et la politique de la Chine paraît, au premier abord, le confirmer.

Même s'il est encore trop tôt pour évaluer avec pertinence les conséquences des données nouvelles, nous chercherons, dans cet article **, à vérifier le bien-fondé de cette thèse. D'emblée la question se pose : comment démêler la part de la continuité et la part de changement dans le comportement du gouvernement de la Chine ? Pour répondre à cette question, il importe, dans un premier temps, de retrouver les grandes lignes de la controverse entre l'approche classique et l'approche moderne. Il est nécessaire, dans un deuxième temps, d'évaluer le comportement et le discours des acteurs concernés, puis il convient de soumettre leurs intérêts nationaux à l'épreuve des réalités nouvelles.

I - L'APPROCHE CLASSIQUE À L'APPROCHE MODERNE

S'il est relativement aisé de repérer les grandes orientations de la politique du gouvernement de Pékin à l'endroit d'autres régions, il est en revanche plus délicat d'évaluer dans toute sa portée le comportement chinois en Extrême-Orient. Les raisons qui pourraient être évoquées sont innombrables. On peut toutefois, en les considérant par le biais des objectifs de la politique extérieure, les résumer en quelques remarques fondamentales. Les dirigeants du parti communiste chi-

* *Professeur-adjoint au Département de science politique, Université Laval.*

** L'auteur remercie M^{lle} Ghislaine Cestre, assistante au Département de science politique pour sa collaboration dans la cueillette des données indispensables à la rédaction de cet article.

nois formulent tout d'abord envers leur sphère d'influence « naturelle » des « objectifs éternels ¹ », c'est-à-dire relatifs à la sécurité et à la survie de l'État. Ils expriment ensuite des objectifs traduisant sur le plan idéologique les exigences et les prétentions révolutionnaires de la doctrine adoptée. Ils manifestent enfin des volontés dans lesquelles se retrouve le poids de la tradition et de l'histoire.

Cette superposition d'intérêts multiples se complique encore par le fait que la Chine conduit sa politique extérieure à plusieurs niveaux : soit ceux des gouvernements, des peuples et des partis ². À chacun de ces niveaux, les objectifs signifiés peuvent être similaires mais parfois aussi différents, voire même en contradiction les uns par rapport aux autres. La politique du gouvernement chinois à l'endroit de la Birmanie peut, par exemple, illustrer cette situation puisque la Chine a toujours manifesté une certaine bienveillance et un certain respect envers la neutralité du gouvernement Ne Win mais a, dans le même temps, encouragé certains mouvements de la guérilla birmane. Enfin, de la même façon que la projection des objectifs de la Chine sur tout autre continent varie et fluctue en fonction des cycles de la politique étrangère et selon les temps faibles ou les temps forts de sa politique intérieure, de la même façon les objectifs chinois formulés envers l'Asie de l'Est et du Sud-Est subissent, avec plus d'acuité encore, ces mêmes soubresauts et mouvements cycliques. Ces quelques éléments peuvent nous aider à comprendre le désarroi dont font preuve les auteurs occidentaux dans l'étude du comportement et du rôle de la Chine en Extrême-Orient.

Afin d'atténuer cette confusion, ces analystes ont eu tendance, ces dernières années, à ramener à quelques lignes de force le comportement chinois dans ce sous-continent. On a noté ainsi que les dirigeants de Pékin tentaient, depuis 1949, d'insuffler dans toute l'Asie un esprit révolutionnaire fondé sur la pensée de Mao Tsé-toung. On a également observé que les tentatives d'expansionnisme idéologique se sont doublées ou ont été accompagnées d'indices permettant de croire que le retour à une hégémonie territoriale ou politique en Asie n'était pas étranger à la volonté du gouvernement chinois. Pour certains auteurs, il ne s'agit même pas d'indices mais de preuves irréfutables pouvant démontrer une expansion véritable. Les arguments en ce sens mettent l'accent sur l'objectif visant à écarter du continent asiatique toute forme d'impérialisme américain, sur la politique concurrentielle menée à l'endroit de l'Inde puis du Japon, cherchant par là à étouffer toute rivalité éventuelle et, enfin, sur les efforts déployés depuis 1960, pour contrer par tous les moyens les manifestations de la présence soviétique en Extrême-Orient.

On doit toutefois souligner une divergence notable lorsque ces mêmes auteurs traitent des formes et de la nature de cet expansionnisme. Pour certains,

1. Cette catégorie d'objectifs a été définie par Raymond ARON, *Paix et guerre entre les nations*, Calmann-Lévy, Paris, 1962, p. 82.
2. Voir à ce propos Michael OKSENBURG, « The Strategies of Peking », *Foreign Affairs*, vol. 50, n° 1, octobre 1971, p. 17 et Peter VAN NESS, *Revolution and Chinese Foreign Policy*, University of California Press, Berkeley, 1970, p. 5.

l'expansionnisme est territorial, et les arguments évoquant une poussée chinoise septentrionale équilibrent ceux en faveur d'un débordement vers le Sud³. Pour d'autres, il n'y a pas d'expansion territoriale envisagée ou envisageable même à long terme ; ce que souhaite la Chine est une hégémonie politique dans le continent asiatique,

le but politique étant de promouvoir directement ou indirectement la révolution dans ces pays et de favoriser la prise du pouvoir par des éléments communistes qui viendront rejoindre la fraternité du communisme international⁴.

Pour la majorité des auteurs enfin, l'expansionnisme présumé se réfère à une notion plus nuancée, car il s'agit là d'une forme d'hégémonie que le poids de l'histoire rend plus spécifiquement chinoise. Comme l'écrit un historien de la Chine contemporaine, C. P. Fitzgerald, qui résume ici une idée que l'on retrouve dans tous ses ouvrages :

Toute la politique chinoise en Asie tend à rétablir sous une forme contemporain l'ancien système des relations tributaires qui a prévalu pendant de nombreux siècles. Ce n'est là aux yeux des Chinois que la seule relation « naturelle » souhaitable pour entretenir des rapports entre la puissance majeure et les nations mineures⁵.

Les événements intervenus en Asie du Sud-Est ces derniers mois ainsi que les réajustements qu'ils ont entraînés dans les positions de nombreux États de cette région à l'égard de la Chine constituent autant d'éléments qui viennent renforcer l'idée centrale de cette approche historique.

Cette thèse que défend Fitzgerald souligne le facteur de continuité ; elle s'appuie sur l'élément ethnocentrique de la tradition impériale chinoise. De nombreux travaux, désormais classiques, ont décrit comment pendant plus de deux millénaires, la Chine s'était perçue comme le seul grand empire sur la terre, comme la seule civilisation et la seule culture. L'empereur, fils du ciel, représentait toute l'humanité. Il était le lien entre la terre et le ciel d'où il tirait le mandat de régner sur les hommes. Le système tributaire qui a prévalu pendant de nombreux siècles institutionnalisa en quelque sorte cette conception confucéenne du monde où chaque peuple avait une place et un rôle bien déterminés. Ce système, décrit à maintes reprises, reposait sur des mécanismes par lesquels chaque État tributaire devait périodiquement se rendre en Chine pour y renou-

3. On consultera ainsi avec intérêt les deux articles suivants : F. C. JONES « China irredenta : The North », *World Today*, vol. 19, n° 11, novembre 1963, pp. 470-476 ; et O. W. WOLTERS, « China Irredenta : The South », *World Today*, vol. 19, n° 12, décembre 1963, pp. 540-556.

4. Kurt LONDON (éd.), *New Nations in a Divided World, The International Relations of the Afro-Asian States*, Praeger, New York, 1963, p. 243.

5. C. P. FITZGERALD, « China in Asia », *Current History*, vol. 53, n° 313, septembre 1967, p. 131.

veler son serment d'allégeance et porter son tribut⁶. Pour les défenseurs de cette approche historique, imaginer la conduite du gouvernement de Pékin sans se référer à l'histoire serait donc faire preuve d'un très grand irréalisme⁷.

Dans un souci d'ordonner les éléments de cette continuité historique, certains auteurs se sont attachés à retrouver des parallèles entre l'attitude impériale et le comportement actuel de la Chine. Tant au niveau des arguments de fond qu'à celui des formes symboliques que revêtent certains actes extérieurs de la Chine, la permanence de la tradition apparaît souvent saisissante⁸. Jacques Guillermaz résume fort bien une partie des survivances de cet héritage lorsqu'il écrit :

L'idée que la Chine est par vocation une nation modèle, que son message s'adresse à tous les peuples, qu'elle doit convaincre autant que vaincre, marque aujourd'hui encore le contenu et le ton de ses rapports diplomatiques. Admonestations sévères ou indulgentes, exhortation à s'amender, invitation à se régler sur une pensée correcte, celle de Mao Tsé-toung ayant succédé à celle de Confucius, sont fréquentes aussi bien dans les documents diplomatiques que dans les éditoriaux de la presse et rappellent irrésistiblement les réprimandes envoyées aux tributaires par la Cour impériale⁹.

Sans vouloir nier le fait que la tradition historique affleure encore de façon significative dans le comportement extérieur de la Chine, d'autres auteurs refusent cependant de prétendre que ce facteur détermine la politique étrangère chinoise¹⁰. S'opposant à première thèse, ils rejettent le rapprochement quelque peu mécaniste entre déterminisme historique et politique contemporaine, rapprochement qui mène souvent, nous l'avons dit, à souligner l'objectif d'un État chinois visant à recouvrer une sphère d'influence et un nouveau système tributaire en Extrême-Orient.

Les arguments évoqués démontrent que la politique étrangère chinoise s'est établie sur deux traditions contraires. La première est celle constituée par les

-
6. On pourra consulter sur le système tributaire et les modes d'application, John K. FAIRBANK (éd.), *The Chinese World Order*, Harvard University Press, Cambridge, Mass., 1968 et John K. FAIRBANK et Teng SSI-YU, « On the Ch'eng Tributary System », dans FAIRBANK et TENG, *Ch'eng Administration : Three Studies*, Harvard Yenching Institute Studies XIX, Cambridge, Mass., 1960, pp. 107-246.
 7. John K. FAIRBANK, « China's Foreign Policy in Historical Perspective », *Foreign Affairs*, vol. 47, n° 3, avril 1969, p. 450.
 8. Voir sur cette question passionnante, l'article de Mark MANCALL, « The Persistence of Tradition in Chinese Foreign Policy », *Annals of the American Academy of Political and Social Science*, vol. 349, septembre 1963, pp. 14-26 et Immanuel C. Y. Hsu, *The Rise of Modern China*, Oxford University Press, New York, 1960, pp. 797-799.
 9. Jacques GUILLERMAZ, « Problèmes posés par la Chine dans les relations internationales », *Tiers-Monde*, tome IX, nos 35-36, juillet-décembre 1968, p. 644.
 10. Voir Ishwer C. OJHA, *Chinese Foreign Policy in an Age of Transition : The Diplomacy of Cultural Despair*, Boston, Beacon Press, 1969.

quarante siècles de rapport entre la Chine et ses voisins, la seconde fut provoquée par l'intervention de l'Occident au siècle dernier et par le traumatisme qui en résulta. L'impact de l'Occident fut alors tel qu'il ruina presque totalement les bases de l'ordre impérial établi¹¹. Plutôt que de considérer les actes extérieurs de la Chine sous l'angle de la continuité, il convient désormais de les replacer d'une façon non équivoque dans une perspective de changement.

Cette dernière approche met donc l'accent davantage sur les intérêts nationaux que la Chine, comme tout État moderne, se doit de défendre, ainsi que sur la mise en application des objectifs visant à sa survie et à sa sécurité¹². C'est dans le cadre de cette controverse entre deux thèses opposées qu'il convient dès lors d'analyser les réajustements récents des attitudes des États de l'Extrême-Orient.

II – LA CONTINUITÉ HISTORIQUE DANS LES CONDITIONS NOUVELLES

Pour peu que l'on soit enclin à soutenir la thèse de la continuité dans la politique extérieure de la Chine, il est fort tentant pour l'observateur pressé de conclure que les événements intervenus en Asie du Sud-Est, ces derniers mois, viennent une fois encore vérifier l'idée de la permanence de la tradition impériale. Tant au niveau du comportement qu'à celui du discours, il est assez aisé de déceler les marques de cette continuité. La ronde des voyages effectués à Pékin par les délégations des pays du Sud-Est asiatique mais aussi de l'Asie de l'Est ainsi que la nature des propos échangés sont autant d'éléments pouvant suggérer qu'il se constitue dans cette région du monde un nouveau système tributaire.

A – Symbolique du comportement

Dans le système tributaire d'autrefois, les missions des États vassaux se rendant à Pékin pour apporter leur tribut revêtaient une importance capitale. Rien n'était laissé au hasard. L'empire chinois fixait l'importance, le nombre, la route et le séjour des missions. Généralement, plus était privilégiée la relation, plus importantes et fréquentes étaient les missions portant le tribut¹³.

Même s'il peut être abusif de prétendre que de nos jours les choses se passent exactement ainsi, on ne peut manquer d'être frappé par la fréquence actuelle des voyages qu'effectuent en Chine les délégations des États de tout l'Extrême-Orient. La nature des missions s'est certes grandement modifiée ; elles répondent

11. Benjamin SCHWARTZ, « The Chinese Perception of World Order Past and Present », dans FAIRBANK (éd.), *The Chinese World Order, op. cit.*, pp. 276-288.

12. Albert FEUERWERKER, « Chinese History and the Foreign Relations of Contemporary China », *The Annals of the American Academy of Political and Social Science*, vol. 402, juillet 1972, pp. 1-14.

13. René SERVOISE, « La conception de l'ordre mondial dans la Chine impériale », *Revue Française de Science Politique*, vol. XXIII, n° 3, juin 1973, p. 563.

à d'autres impératifs, comme autrefois cependant l'ensemble de ces voyages demeure dans une large mesure à sens unique. Maintenant comme jadis, il appartient aux autres de se déplacer.

Les victoires remportées au Cambodge et au Sud-Viêt-nam semblent avoir provoqué depuis la fin du mois d'avril 1975 un « réflexe tributaire » chez une très grande majorité d'États de l'Extrême-Orient. Si l'on considère en effet la période qui s'est écoulée depuis le 17 avril (chute de Phnom Penh) jusqu'au 30 septembre, on constate que pas moins de 22 délégations asiatiques de toute nature ont séjourné en Chine¹⁴. Dans l'intervalle, deux pays, les Philippines et la Thaïlande, ont procédé à la reconnaissance diplomatique du gouvernement de Pékin.

En l'espace de cinq mois et demi, la capitale chinoise a accueilli plus de délégations qu'elle n'en avait reçu pendant les douze mois et demi précédant le 17 avril 1975, soit du 1^{er} avril 1974 au 16 avril 1975, où les séjours de 20 délégations ont été notés. Il est aussi intéressant de remarquer que ce dernier chiffre représente exactement le double des missions asiatiques ayant effectué un voyage en Chine l'année précédente, soit du 1^{er} avril 1973 au 31 mars 1974 (voir tableau suivant).

	<i>1^{er} avril 73 au 31 mars 74</i>	<i>1^{er} avril 74 au 16 avril 75</i>	<i>17 avril 75 au 30 septembre 75</i>	<i>Total</i>
Birmanie	—	—	2	2
Cambodge	—	3	1	4
Corée du Nord	2	1	2	5
Japon	3	2	—	5
Laos	1	2	2	5
Malaysia	—	1	1	2
Nord-Viêt-nam	2	3	6	11
Philippines	—	3	2	5
Singapour	—	1	1	2
Sud-Viêt-nam	1	2	2	5
Thaïlande	1	2	3	6
TOTAL	10	20	22	52

Si cette accélération dans le flux des missions vers la République populaire de Chine s'explique aisément par la nouvelle configuration des forces issues de l'écroulement du Cambodge puis du Sud-Viêt-nam, sur le plan des symboles, pour le moment le nôtre, c'est bien la précipitation des États concernés qu'il est

14. Les chiffres que nous citerons ici, comme ceux indiqués dans le tableau ci-après, proviennent d'une compilation des voyages rapportés par les dépêches de l'Agence *Hsinhua* et reproduites dans *les Cahiers de la Chine nouvelle*. Nous avons également utilisé la revue *Pékin Information*. Ces deux publications seront citées plus loin par les sigles *C.C.N.* et *P.I.*

intéressant de remarquer ici. Seule l'Indonésie, parmi les États de la région, et hormis T'ai-wan et la Corée du Sud pour des raisons évidentes, semble hésiter encore à porter à Pékin, de façon symbolique bien sûr, son tribut ¹⁵.

Si nous traitions des relations bilatérales entretenues par chacun de ces États avec la Chine, nous pourrions certainement montrer, en fonction de la nature des délégations, le passage graduel des interactions primaires à celui des relations plus formelles. En d'autres termes, nous pourrions à chaque fois souligner, en fonction des trois niveaux selon lesquels la Chine articule sa politique étrangère, la démarche adoptée par le gouvernement de Pékin pour accroître ses rapports avec chacun des États. D'une façon générale, nous ne pouvons confirmer ici que l'importance politique des délégations sportives accueillies comme éléments précurseurs dans l'établissement de liens au niveau des gouvernements. Dans une politique étrangère qui se module selon trois claviers distincts, chacun d'eux exige des accords particuliers correspondants à la nature des missions reçues à Pékin. La mise en application de l'ensemble constitue, dans une perspective chinoise, un tout harmonieux, même s'il s'y glisse pour l'analyste occidental un bon nombre de fausses notes.

Au niveau des comportements, une analyse plus exhaustive permettrait de retrouver les traces de la survivance d'une conception tributaire dans la façon dont les délégations sont accueillies dans la capitale chinoise. La qualité de l'accueil, l'intensité des acclamations, le privilège d'être reçu par Mao Tsé-toung lui-même, drapé dans son inaccessibilité et le mystère qui l'entoure, sont autant d'éléments qui, savamment pondérés, traduisent une conception hiérarchisée à saveur impériale. D'autres détails comme, par exemple, la remise à la ville de Pékin d'un grand éléphant, cadeau du premier ministre Pham Van dong du Nord-Viêt-nam ¹⁶, ne sont pas sans rappeler que la tradition se perpétue souvent aussi au niveau des instruments et des techniques diplomatiques. Il faut ainsi se souvenir qu'en 1961, lors de la signature du traité frontalier sino-birman, le gouvernement de Rangoon distribua à la population chinoise frontalière plusieurs milliers de tonnes de riz ainsi que du sel. En retour, le gouvernement chinois offrit plusieurs milliers de mètres de tissus imprimés ainsi que 600 000 pièces de porcelaine ¹⁷.

Sur le plan commercial enfin, comme autrefois, la Chine paraît devoir soumettre le droit de commercer au préalable du serment d'allégeance ¹⁸. Les échan-

15. Singapour n'a pas encore reconnu la Chine ; toutefois, le voyage effectué à Pékin en mars 1975 par le ministre des Affaires étrangères, M. S. Rajaratnam, indique que cette reconnaissance ne saurait tarder ; voir *P.I.*, 24 mars 1975, n° 12, p. 6.

16. *C.C.N.*, 3 juillet 1975, n° 2175, p. 7.

17. Robert A. SCALAPINO, « Tradition and Transition in the Asian Policy of Communist China », dans Edward SZCREPANIK (éd.), *Symposium on Economic and Social Problems of the Far East*, Hong Kong, 1962, pp. 265-266, cité par Mark MANCALL, *op. cit.*, p. 24.

18. Sur les rapports entre le système tributaire et le commerce, voir R. SERVOISE, *op. cit.*, p. 561, et M. MANCALL, « The Ch'eng Tribute System... », dans FAIRBANK, *The Chinese World Order*, *op. cit.*, pp. 75-78.

ges paraissent être octroyés et la Chine laisse clairement entendre qu'elle peut, comme jadis, offrir davantage qu'on ne peut lui proposer. La richesse des gisements pétrolifères récemment découverts sur le plateau continental chinois constitue en ce sens un argument que ne pourront négliger ses voisins immédiats, pauvres en ressources énergétiques¹⁹.

B – Symbolique du discours

L'analyse de la fréquence des missions asiatiques déléguées à Pékin permet-elle de nous donner l'élément de réponse suffisant pour vérifier la thèse que nous évoquions plus haut, à savoir qu'il se recrée par une volonté délibérée du gouvernement chinois, un nouveau type de système tributaire ? Même si cet indicateur renferme en lui-même une puissance symbolique indéniable, il est important de vérifier, au niveau du verbe, la présence d'indices permettant de corroborer la pertinence de ce facteur.

En se penchant sur le contenu des allocutions prononcées à l'occasion des visites officielles de chefs d'États asiatiques à Pékin, on est surpris de constater que, paradoxalement, ce sont les hôtes du gouvernement chinois qui paraissent devoir insister davantage sur les formes symboliques de leurs relations avec la Chine. En d'autres termes, il apparaît que ce sont les « tributaires » qui semblent souhaiter un retour à un ordre impérial qui, pour des raisons que nous évoquons, serait mieux en mesure de satisfaire leurs aspirations.

Bien qu'exprimés avec moins de conviction, on retrouve cependant aussi au niveau du discours chinois quelques éléments relatifs à la tradition historique. On peut, en ce sens, noter l'expression utilisée par le vice-premier ministre Teng Siao-ping dans son discours prononcé en l'honneur du président de la Corée du Nord, Kim Il Sung. Teng Siao-ping déclara alors : « Aujourd'hui ce qui caractérise la situation internationale ce sont de grands bouleversements sous le ciel²⁰. » Cette expression « sous le ciel » traduction de *tien-hsia* perpétue sans équivoque un vocabulaire issu de la conception confucéenne du monde.

Dans d'autres allocutions de Teng Siao-ping, on retrouve des références destinées à réchauffer les liens d'amitié actuel. Au président Marcos des Philippines, le vice-premier ministre mentionna que

la Chine et les Philippines sont des voisins séparés seulement par un bras de mer. Et les peuples des deux pays sont liés par une amitié traditionnelle qui remonte très loin dans l'histoire. Voici déjà plus d'un millénaire qu'ils ont entrepris de traverser cette mer en bateau à voiles pour se rendre mutuellement visite et procéder à des échanges amicaux dans les domaines économique et culturel²¹.

19. Voir Alain BOUC, « Grâce à ses exportations de pétrole, Pékin, pourrait resserrer ses liens avec l'Asie du Sud-Est », *Le Monde*, 10 juillet 1975, p. 3.

20. *P.I.*, n° 17, 28 avril 1975, p. 11.

21. *P.I.*, n° 24, 16 juin 1975, p. 10.

À Le Duan, premier secrétaire du comité central du parti des Travailleurs du Viêt-nam, Teng Siao-ping déclara :

La Chine et le Viêt-nam, pays socialistes sont des voisins frères. L'amitié traditionnelle qui lie nos deux peuples remonte fort loin dans l'histoire ²².

On notera encore la formule classique souvent exprimée : « La Chine et le Viêt-nam sont des voisins intimes liés comme le sont les lèvres et les dents ».

D'une façon générale, ces quelques remarques relatives à la tradition demeurent exceptionnelles, le discours chinois se situant plutôt dans un recul historique qui ne remonte pas au delà de la libération de la Chine en 1949.

On remarque, à l'inverse, que l'évocation des liens traditionnels avec la Chine prend une place importante dans les discours des hôtes reçus à Pékin. Ceci peut être vérifié par le contenu des déclarations prononcées aussi bien par le premier ministre de la Malaysia, Tun Abdul Razak, que par le président Marcos des Philippines ou encore par le premier ministre Kukrit Pramoj de Thaïlande. On pourrait citer ici de longs passages de ces discours ; à titre purement indicatif, nous relèverons deux formules. La première est celle du premier ministre Kukrit Pramoj :

Dans la longue histoire des relations thaïlindo-chinoises, le peuple thaïlandais a considéré la Chine comme un pays modèle de la culture ²³.

La seconde est celle du ministre des Affaires étrangères birman en visite à Pékin au mois d'août 1975 :

Partageant monts et fleuves, la Chine et la Birmanie sont depuis les temps immémoriaux de bons voisins, entre les deux peuples règne une profonde et traditionnelle amitié de *pauk phaw* (proches parents) ²⁴.

Tant au niveau du comportement que du discours, la présence de nombreux éléments symboliques pourrait nous inciter à confirmer le bien-fondé de la thèse classique soulignée dans la première partie de ce texte. Il reste cependant que limiter la démonstration au niveau des « réflexes séculaires » issus d'un inconscient collectif encore présent en Chine et chez ses anciens vassaux, ne pourrait que provoquer de graves distorsions dans l'étude des relations actuelles de cette région. Dans le cas présent, les aspects symboliques masquent le réalisme des attitudes. Le discours chinois, comme celui de ses voisins, démontre une volonté délibérément tournée vers les nécessités du changement et vers l'adaptation de leurs intérêts nationaux bien compris aux nouvelles conditions du sous-système extrême-oriental.

22. *P.I.*, n° 39, 29 septembre 1975, p. 11.

23. *P.I.*, n° 27, 7 juillet 1975, p. 13.

24. *P.I.*, n° 33, 18 août 1975, p. 3.

III – LE CHANGEMENT ET LES IMPÉRATIFS NATIONAUX

Si l'on ne peut remettre en doute la réalité des marques profondes laissées par la tradition sur les mentalités des peuples de l'Extrême-Orient, on ne saurait cependant méconnaître et sous-estimer leur volonté de faire face aux réalités nouvelles. Pour les États de la région contraints à évoluer inéluctablement dans l'orbite de la Chine, il importe de chercher à concilier la permanence de la tradition et les nécessités de l'actualité immédiate.

Pour la Chine, dont les responsabilités internationales se situent à une autre échelle, il s'agit de faire en sorte – mais sans jamais l'avouer – que se perpétue sous des formes nouvelles un nouveau système tributaire destiné essentiellement à faire échec à l'hégémonie des deux superpuissances.

A – Une suzeraineté sans vassalité

Les propos tenus à Pékin par le président Marcos des Philippines ont surpris plus d'un observateur. Le chef d'État philippin déclara en particulier :

Je pense que la Chine, qui a manifesté sur le plan moral une profonde haine pour les iniquités du passé et du présent est le leader naturel du Tiers-Monde²⁵.

Cette reconnaissance du leadership chinois par un chef d'État connu pour ses opinions anticomunistes force l'étonnement. Elle traduit cependant là avec beaucoup d'éclat, un sentiment que partagent les États de la région, même si certains l'expriment avec plus de nuances.

Les dirigeants chinois ont affirmé clairement que « l'histoire a prouvé et prouvera toujours que le Sud-Est asiatique n'appartient à aucune superpuissance mais aux peuples du Sud-Est asiatique²⁶ » et le président Marcos lui-même a convenu une fois encore que

Nous sommes des Asiatiques, nous vivons en Asie. Notre avenir se trouve en Asie et nous devons remodeler nos pensées et nos politiques conformément à cette réalité indubitable²⁷.

Cette nouvelle prise de conscience et l'affirmation de ce sentiment d'appartenance à une civilisation distincte soulignent bien que les acteurs de ce sous-système n'entendent pas remettre en cause le pôle d'attraction naturel que constitue la Chine. En fait et contrairement à ce que l'on peut penser trop hâtivement, les dirigeants des pays concernés ont tout intérêt à voir se reconstituer sur des bases nouvelles – il s'entend – un système rappelant celui qui permit de faire régner autrefois la *pax sinica* dans toute l'Asie orientale. Le système des tributs,

25. *P.I.*, n° 24, 16 juin 1975, p. 11.

26. *P.I.*, n° 27, 7 juillet 1975, p. 11.

27. *P.I.*, n° 24, 16 juin 1975, p. 11.

en effet, n'était pas de nature exploitatrice²⁸, il reconnaissait le principe de la non-ingérence dans les affaires intérieures d'autrui²⁹ et n'exigeait des princes feudataires qu'un hommage rendu à la supériorité morale de la civilisation chinoise. Sur le plan commercial par ailleurs, le « système était plus un fardeau pour les Chinois qu'une source de richesses³⁰ ». Il s'avérait en fait n'être qu'un système de défense.

Comment dès lors penser que les pays de cette région ne soient pas aujourd'hui enclins à concevoir en des termes identiques l'image idéale qu'ils se font de l'avenir de l'Extrême-Orient. Dans une situation où les garanties de protection américaine ne sont plus fiables, à une époque où chacun des gouvernements concernés se soucie fortement de la stabilité de son régime et au moment où la Chine confirme à tous ses voisins asiatiques qu'elle n'est animée envers eux que des meilleures intentions, la tension est grande de payer à nouveau à Pékin un tribut symbolique.

En admettant le leadership de la Chine et en incorporant dans les actes de reconnaissance diplomatique la clause antihégémonique visant directement l'Union soviétique et les États-Unis, les gouvernements de la Malaysia, des Philippines et de la Thaïlande viennent de payer ce tribut. Singapour et l'Indonésie hésitent encore pour les raisons que l'on sait ; la décision capitale demeure toutefois celle que prendra le Japon, qui, lui, a reconnu la Chine, mais n'a pu encore se résoudre à accepter les deux éléments du tribut. Par rapport aux bénéfices espérés et promis par la Chine, le prix à payer semble fort modique. Cette remarque s'applique cependant davantage au pays de l'Asie du Sud-Est, le Japon étant exclu.

En premier lieu, en effet, sur les deux points inquiétants le plus les États de la région, à savoir les dangers de subversion et la loyauté des populations chinoises vivant dans chacun de ces pays, la Chine a donné des assurances écrites³¹.

Les pays concernés ne sont bien entendu pas dupes et savent que le gouvernement de Pékin, pour des raisons idéologiques évidentes, accordera encore son appui aux divers mouvements de libération se réclamant du marxisme-léninisme. Ils peuvent toutefois se servir de ces garanties formelles pour contrecarrer la propagande des mouvements de libération dans leurs pays respectifs. Par ailleurs,

28. Mark MANCALL, « The Ch'eng Tribute System... », dans FAIRBANK, *op. cit.*, pp. 63-89, cité par W. BADOUR, « La Chine et l'Asie du Sud-Est » dans *l'Asie du Sud-Est entre la Chine et le Japon*, (Coll. CHOIX), C.Q.R.I., Québec, 1971, p. 17.

29. SERVOISE, *op. cit.*, p. 555.

30. BADOUR, *op. cit.*, p. 17.

31. Voir en particulier les clauses des communiqués conjoints entre la Chine et la Malaysia, *P.I.*, n° 23, 10 juin 1974, p. 8 ; entre la Chine et les Philippines, *P.I.*, n° 24, 16 juin 1975, p. 8 ; entre la Chine et la Thaïlande, *P.I.*, n° 27, 7 juillet 1975, pp. 8-9.

les États de l'ASEAN³² ne peuvent que se féliciter de l'appui accordé par Pékin à leur association et aux encouragements prodigués à l'endroit de la déclaration de Kuala Lumpur en 1971, déclaration selon laquelle l'Asie du Sud-Est doit être une zone de paix, de liberté et de neutralité.

Sur le plan économique, les bénéfices espérés devraient, là, se manifester de façon plus tangibles. Même si la Chine ne dispose pas encore de moyens lui permettant de concurrencer la présence commerciale du Japon dans cette région, il est maintenant toutefois reconnu qu'en 1988 la production pétrolière chinoise égalera la production actuelle de l'Arabie saoudite³³. On admet aujourd'hui que les réserves contenues dans le golfe de Tchili (ou Po Hai) et dans le plateau continental de la mer Jaune sont encore plus considérables que celles de la péninsule arabique. Aucun État de la région, sauf pour le moment l'Indonésie, ne saurait demeurer indifférent devant cette richesse énergétique que la Chine commence à exporter en Asie en la soumettant à ses objectifs politiques³⁴.

Si nous avons la place ici de traiter d'une façon plus exhaustive tous les intérêts nationaux en fonction desquels les États asiatiques pourraient souhaiter se placer sous la « tutelle bienveillante » de la Chine, il conviendrait de mentionner encore d'autres facteurs. Citons parmi ceux-ci les sentiments antijaponais toujours présents en Asie du Sud-Est, les craintes que font peser à plus ou moins long terme les ambitions de l'Indonésie et celles-mêmes, si elles nous apparaissent plus marginales, de l'Inde.

Alors que les intérêts nationaux des pays de l'Extrême-Orient semblent, dans leurs rapports avec la Chine, se draper dans le voile d'une tradition subtile, il en va tout autrement de l'intérêt national du gouvernement chinois qui lui s'exprime plus brutalement en termes de sécurité.

B – Prendre garde au tigre et au loup

Depuis quelques années mais surtout aujourd'hui depuis les victoires militaires remportées au Cambodge et au Sud-Viêt-nam, on ne décèle plus dans les objectifs asiatiques des dirigeants chinois les marques d'une nostalgie fondée sur une tradition impériale. Il serait toutefois abusif de conclure que la Chine a définitivement rompu avec son histoire et qu'elle n'a que du mépris pour les hommages tributaires que lui rendent actuellement les États de la région. L'analyse des discours et des commentaires du gouvernement de Pékin démontre ce-

32. ASEAN : *Association of South-East Asian Nations*, groupant la Thaïlande, la Malaysia, Singapour, l'Indonésie et les Philippines.

33. Selig S. HARRISON, « Time Bomb in East Asia », *Foreign Policy*, n° 20, automne 1975, p. 4.

34. Sur les différents prix que pratique la Chine dans ses exportations asiatiques, voir l'excellent article de Choon-ho PARK and Jerome Alan COHEN, « The Politics of China's Oil Weapon », *Foreign Policy*, *op. cit.*, pp. 28-49.

pendant que les objectifs actuels sont formulés avec un très grand réalisme où se manifeste le souci constant de la sécurité.

Le déclin de la présence américaine, l'âpreté de la rivalité avec l'Union soviétique et les nécessités intérieures d'assurer bientôt dans la stabilité une succession politique, sont quelques-uns des facteurs qui doivent inciter le gouvernement chinois à tracer dès maintenant les grandes lignes de l'équilibre qu'il souhaite voir s'instaurer en Extrême-Orient.

La Chine ne semble plus faire mystère des perspectives selon lesquelles elle entrevoit l'avenir de la région. Les encouragements prodigués aux États de l'ASEAN³⁵, la volonté d'établir avec eux des relations d'État à État sur la base des cinq principes de la coexistence pacifique, où figure bien la non-ingérence dans les affaires intérieures, l'acceptation bon gré mal gré des velléités d'indépendance et de neutralité renouvelées par le Nord Viêt-nam et le Cambodge, constituent quelques éléments laissant supposer que le gouvernement chinois ne serait pas hostile à une Asie pratiquant dans un premier temps un non-alignement sincère.

En fait, un comportement modelé sur celui qu'a adopté depuis fort longtemps la Birmanie du général Ne Win, pourrait satisfaire fondamentalement les attentes chinoises. La priorité accordée à l'amélioration constante des rapports avec la Chine, la poursuite de relations très modérées sinon réduites à l'extrême avec les grandes puissances et l'opposition aux prétentions soviétiques³⁶ définissent les bases du neutralisme birman. Considéré sous cette forme, ce neutralisme ne peut que séduire le gouvernement chinois.

Cette évolution que la Chine ne peut prétendre voir se concrétiser qu'à long terme implique plus immédiatement une vigilance soutenue à l'endroit des desseins de l'Union soviétique et des États-Unis dans cette région. C'est bien ce que signifiait le vice-premier ministre Teng Siao-ping lorsqu'il déclarait :

Ce qui appelle une vigilance particulière c'est que là où une superpuissance ayant subi des défaites a dû opérer un retrait, l'autre superpuissance, dévorée d'ambition cherche à en profiter pour pratiquer l'expansion par une lutte faite de disputes ouvertes ou sournoises... Les peuples asiatiques instruits par les riches expériences de leur lutte antiimpérialiste, sauront sûrement percer à jour les manœuvres et intrigues de superpuissance, se garder de « laisser le tigre entrer par la porte de derrière tout en refoulant le loup par la porte de devant », et faire échec à la politique d'agression et d'expansion de superpuissance³⁷.

35. Sur le changement d'attitude de la Chine face à l'ASEAN, voir Victor C. FUNNELL, « China and ASEAN : The Changing Face of South East Asia », *The World Today*, n° 7, vol. 31, juillet 1975, pp. 229-306.

36. Robert C. HORN, « Soviet Influence in Southeast Asia : Opportunities and Obstacles », *Asian Survey*, vol. XV, n° 8, août 1975, pp. 651-671.

37. *P.I.*, n° 24, 16 juin 1975, p. 9.

À court terme c'est donc bien l'Union soviétique qui est visée. Dans la presse de Pékin comme à la tribune des Nations unies les dirigeants chinois ne cachent pas leurs inquiétudes devant la menace appréhendée de l'URSS en Extrême-Orient. La campagne de dénonciation du « système de sécurité collective en Asie » proposé par le gouvernement soviétique a été relancée de façon spectaculaire depuis les accords d'Helsinki. Pour le gouvernement chinois, l'Union soviétique n'aspire qu'à combler le vide laissé par une « superpuissance boutée hors de l'Indochine ³⁸ » et le système de sécurité collective

n'est que prétexte pour mener une politique d'agression et d'expansion, pour disputer leur hégémonie à celles des États-Unis, pour diviser les pays asiatiques et placer les petits et moyens pays dans leur sphère d'influence ³⁹.

L'exaspération chinoise a atteint son paroxysme lorsque le 21 juillet dernier l'agence Tass a signifié que le « système de sécurité collective en Asie » et la déclaration de neutralisation de l'Asie du Sud-Est pouvaient dans leurs objectifs se concevoir sur un même plan et en termes identiques. Le gouvernement chinois qui appuie maintenant la déclaration de Kuala Lumpur a, bien entendu, fort mal accueilli l'argumentation soviétique ⁴⁰.

L'idée, entre autres, que le système de sécurité collective puisse un jour consacrer le principe de l'inviolabilité des frontières actuelles en Asie, comme ce fut le cas pour les frontières européennes, est pour le gouvernement chinois tout à fait intolérable. Comme le soulignait sans ménagement Kiao Kouan-houa, à New York :

l'attitude de la Chine vis-à-vis du fallacieux système de sécurité collective en Asie est très simple : primo, le combattre ; secundo, le mépriser ⁴¹.

Dans la dénonciation de la rivalité soviéto-américaine pour l'hégémonie mondiale, les arguments des dirigeants chinois visent essentiellement les prétentions soviétiques. La détente, toujours exprimée entre guillemets dans la presse chinoise, ne constitue qu'un leurre. Elle n'est en fait qu'une tactique soviétique pour affaiblir la vigilance de l'Occident. Pour le gouvernement de Pékin, l'Europe constitue le théâtre principal de l'affrontement inéluctable. Quelques mois avant les accords d'Helsinki, la revue *Pékin Information* remarquait que

Moscou a toujours tenté de désarmer l'Occident en répandant un faux sentiment de « sécurité » et s'est efforcé de semer la discorde entre pays d'Europe occidentale et les États-Unis, afin d'évincer les Américains et de déblayer la voie pour son expansion en Europe occidentale ⁴².

38. *P.I.*, n° 40, 6 octobre 1975, p. 11.

39. *P.I.*, n° 33, 18 août 1975, p. 19.

40. *C.C.N.*, n° 2205, 18 août 1975, p. 26.

41. « Intervention de Kiao Kouan-houa, chef de la délégation chinoise », *P.I.*, n° 40, 6 octobre 1975, p. 11.

42. *P.I.*, n° 3, 20 janvier 1975, p. 10.

Condamnations et mises en garde soulignent fort bien l'inquiétude du gouvernement chinois de voir renaître le vieux principe géopolitique de la stratégie russe, puis soviétique, consistant à se tourner vers l'Est lorsque se stabilise le front de l'Ouest. On comprend ainsi que les dirigeants chinois ne soient actuellement pas hostiles au maintien de la présence américaine en Extrême-Orient. Une fois encore il s'agit là d'assurer la sécurité de la Chine. S'il est impératif, pour le parti communiste chinois de mobiliser les masses contre l'Union soviétique identifiée désormais comme le principal ennemi, il est aussi indispensable pour lui de ne pas s'exposer aux accusations de collusion avec les États-Unis. Les refroidissements périodiques des relations entre Pékin et Washington doivent en partie s'expliquer par ce fait. Il importe aussi pour le gouvernement chinois de faire admettre par ses voisins à régime socialiste que les compromis actuels entre l'idéologie et les intérêts nationaux ne sont que temporaires. Mais il importe également de faire comprendre à ces mêmes voisins que les intérêts nationaux particuliers de chacun doivent se plier aux intérêts plus généraux de l'ensemble de la région. On peut en ce sens, supposer que la modération retrouvée du président Kim Il Sung de la Corée du Nord témoigne bien de la qualité de la persuasion chinoise.

Dans ce jeu subtil auquel se livre la Chine, l'objectif fondamental est bien de contraindre en dernière analyse les États de la région à faire un choix entre Pékin et Moscou. L'indicateur le plus sensible nous permettant d'entrevoir les premiers signes des ajustements anticipés est, à l'heure actuelle, le Japon. Comprimé par les pressions triangulaires qui s'exercent sur lui, divisé entre ses intérêts politiques et ses besoins économiques, le Japon prendra très bientôt des décisions lourdes de conséquences pour l'avenir de l'Extrême-Orient.

CONCLUSION

L'analyse succincte, et peut-être prématurée, des attitudes nouvelles de la Chine en Extrême-Orient laisse désormais entrevoir une volonté délibérément tournée vers l'avenir. La civilisation chinoise lutte actuellement sur deux fronts, celui de son histoire et de sa tradition, avec lesquelles elle prétend rompre, et sur celui des exigences, des impératifs des réalités actuelles. On ne peut douter que ce combat sera long ; la campagne actuelle contre Confucius témoigne en partie de la permanence du conflit intérieur. C'est ainsi que face à l'Extrême-Orient, l'évolution souhaitée par la Chine montre des marques traditionnelles qui n'ont point encore toute été oblitérées par le changement. Sur le plan idéologique, le gouvernement chinois doit s'évertuer à demeurer fidèle à sa ligne révolutionnaire, mais comme sur le plan stratégique il semble préparé à accepter certains compromis — certains disent compromissions — pour sauvegarder l'essentiel : c'est-à-dire sa sécurité.

Si l'on doit noter avec intérêt les caractères traditionnels et le rituel symbolique des comportements des États de l'Extrême-Orient à l'endroit de la Chine, il faut également admettre que ces attitudes sont maintenant dictées par des né-

cessités entièrement nouvelles. La tradition dans les rapports entre États asiatiques appartient à un langage de communication particulier, à un code où s'expriment souvent des concepts hermétiques pour l'esprit occidental.

Dans le jeu complexe qui se dessine en Asie du Sud-Est et en Asie de l'Est le pivot central demeure la Chine. Avec patience, vertu chinoise essentielle, avec souplesse et pragmatisme dans le comportement, les dirigeants chinois vont désormais déployer toutes leurs énergies pour éviter que les États de cette région n'affermissent leurs liens avec l'Union soviétique et les États-Unis. C'est donc bien en des termes nouveaux que pourrait se vérifier la thèse du professeur C.P. Fitzgerald énoncée au début de cet article. La tradition a laissé en Extrême-Orient des marques indélébiles, il serait erroné de les confondre avec les volontés réelles de la Chine et des pays concernés, même si ces derniers semblent plus attachés encore que leur ancien suzerain à certains aspects du système tributaire d'autrefois.